

Philippe TREMBLAY
vice-président, juge des libertés et de la
détenction

N°RG : N° RG 20/00949 - N° Portails
DBYB-W-B7E-MX56

Minute n° : 20/00745

Nous Philippe TREMBLAY, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés
et de la détenction assisté de Julie SCHMITT, greffier,

Vu la décision d'admission en soins psychiatriques contraints prise par le directeur de l'hôpital de
Montpellier en date du 20 Août 2020 à la demande de Monsieur [REDACTED]

concernant :

[REDACTED]
né le 30 Avril 1995 à CHATENAY MALABRY (HAUTS-DE-SEINE)
CST des anges Bat A
435 rue du chateau
34790 GRABELS

Vu la saisine en date du 26 Août 2020 de M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER
REGIONAL UNIVERSITAIRE et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis d'audience adressés le 27 Août 2020 à :

- Monsieur le Procureur de la République
- M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE
- M. [REDACTED]
- M. [REDACTED]

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 28 Août 2020,

Après avoir entendu à l'audience du 31 août 2020 à 9h30, dans les locaux spécialement aménagés
de l'hôpital, [REDACTED] assisté de Maître Georgia BAUTES, avocat désigné d'office,

Vu les observations présentées oralement par Maître Georgia BAUTES,

L'avocat de l'intéressé a consulté la procédure et s'est entretenu librement avec [REDACTED]

L'intéressé a été informé qu'il peut lui-même consulter la procédure.

L'intéressé déclare : je suis à l'hôpital pour bouffées délirantes. J'ai la bouche sèche et c'est difficile
de parler. On était chez ma tante, la soeur de ma mère. C'est mon père qui a demandé mon
hospitalisation. Oui il a eu sûrement raison.

Mention : les propos du patient sont incompréhensibles en raison des médicaments.

L'intéressé déclare : je les ai chassées d'un coup les idées délirantes. Le fait d'en parler.... je veux
être un être humain, avoir une copine, des enfants. J'aimerais rentrer chez moi.

Entendu le conseil de l'intéressé en ses observations :
je soulève un moyen de nullité : absence de notification de la décision de maintien et de remise de
la brochure d'information des droits et voies de recours.
Sur le fond, je m'en rapporte.

La décision est mise en délibéré au 31 août 2020 dans l'après-midi.

MOTIFS DE LA DECISION

L'article L3211-3 a) du code de la santé publique dispose que toute personne faisant l'objet de soins
psychiatriques sans consentement est informée le plus rapidement possible et d'une manière
appropriée à son état de la décision d'admission et de chacune des décisions prononçant le maintien

des soins.

L'article L3211-3 b) du code de la santé publique dispose que toute personne faisant l'objet de soins psychiatriques sans consentement est informée, dès l'admission ou aussitôt que son état le permet et, par la suite, à sa demande et après chacune des décisions, de sa situation juridique, de ses droits, des voies de recours qui lui sont ouvertes et des garanties qui lui sont offertes.

L'article L3216-1 du même code dispose que l'irrégularité affectant une décision administrative de soins sans consentement n'entraîne la mainlevée de la mesure que s'il en est résulté une atteinte aux droits de la personne qui en faisait l'objet.

L'avocate du patient indique notamment que la décision de maintien et l'information afférente ne lui ont pas été notifiées.

Aucun formulaire de notification tant de la décision de maintien que de l'information afférente n'est, en effet, produit.

Aucun certificat n'indique, en outre, que ce patient ne serait pas en capacité de recevoir ces notifications.

Ce patient a, ainsi, été privé de la possibilité de former un recours qui aurait pu entraîner la mainlevée de cette hospitalisation.

Le grief apparaît, dès lors, caractérisé.

Il convient, par conséquent, d'ordonner la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures.

EN CONSEQUENCE

Statuant publiquement et en premier ressort,

Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE à l'égard de ~~M. [nom]~~ et ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures (art L3211-12 III du Code de la santé publique)

Rappelons que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la décision de la mainlevée.

Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 31 Août 2020 par Philippe TREMBLAY, Vice-président, juge des libertés et de la détention assisté de Julie SCHMITT, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,

Le juge des libertés et de la détention

Mentions de notification le 31 Août 2020 :

- Monsieur le Directeur de l'établissement par courriel
- Monsieur ~~Alexandre FORTIN~~ par l'intermédiaire du CHU
- Maître Georgia BAUTES par courriel
- Monsieur ~~Jean-Paul [nom]~~ par courriel
- Monsieur le Procureur de la République par remise contre émargement le 31 août 2020 à 15H35

Le greffier

Stéphane BÉRES
VICE-PROCUREUR

Nous, ☒ ne pas nous opposer à la mise à exécution de la présente décision
☐ nous opposer à la mise à exécution de la présente décision

Signature :